

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2024, Vol. 9, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2024

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof MALAGA).....	3
Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA, Braïma Luís SOARES CASSAMA Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique	9
Dramane ABDOULAYE Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne	32
Charlemagne B. IGUE, Yves ESSEHOU Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d’Afrique subsaharienne	54
Owodon AFO-LOKO Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l’environnement : évidence des pays d’Afrique subsaharienne	84
Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA, Prudence Love Angèle MOUAKASSA Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale	102
Ousmane AMADOU Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l’Ouest	128
Ousmane MARIKO, Mohamed NIARÉ Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l’UEMOA	154
Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE, Fayllonne Marina PIAME NJANPOU Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?	174
Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP, Hamadoum TAMBOURA Effet de l’autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015	192

Yaovi TOSSOU

**Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé
maternelle au Togo..... 212**

Moustapha ALADJI

L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française 232

Małgorzata MACUDA, Stefan ZDRAVKOVIĆ

**Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la litté-
rature 252**

AVANT-PROPOS

Le numéro 1/2024 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter aux lecteurs, est composé de 12 articles rédigés par 21 auteurs issus de 11 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Mali, Niger, Pologne, République du Congo, Serbie, Tchad et Togo.

Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA et Braïma Louis SOARES CASSAMA en article *Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique* analysent les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. Les données de panel de 46 pays africains ont été estimées à l'aide l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected, LSDVC). Les résultats des estimations révèlent une relation inverse et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique. Ce papier comble le gap qui existe dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995.

Dramane ABDOULAYE dans l'article *Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne* examine la relation entre la corruption, les droits de propriété et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle utilisé dans ce travail est inspiré par Aziz et Asadullah (2016) et Walid et Kais (2019), dont la base théorique est la fonction de production Cobb-Douglas, qui comprend deux composantes majeures, à savoir le travail et le capital et d'autres facteurs institutionnels. Ainsi, l'analyse de l'interaction entre les droits de propriété, la corruption et la croissance économique est effectuée à l'aide d'un modèle VAR en panel. L'auteur montre que la corruption a un effet positif sur la croissance économique alors que la croissance économique n'a aucun effet sur la corruption. Les droits de propriété favorisent la croissance économique tandis que la croissance économique ne contribue pas à protéger les droits de propriété. La corruption a un effet négatif sur les droits de propriété tandis que les droits de propriété n'ont pas d'effet sur la corruption. L'originalité réside dans l'analyse du rôle ambigu de la corruption en lien avec les droits de la propriété, et la croissance économique à l'échelle de nombreux pays africains.

Charlemagne B. IGUE et Yves ESSEHOU dans l'article *Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d'Afrique subsaharienne* analysent d'une part la dynamique de la productivité totale du travail mais d'autre

part, examinent les déterminants de cette dernière en Afrique subsaharienne. A partir de la méthode de décomposition totale du travail et d'un modèle VECM couvrant la période 1995–2019, les résultats indiquent que les changements structurels, ont favorablement contribué (39,54%) à la croissance de la productivité totale du travail en ASS tandis que la productivité intra sectorielle a quant à elle ralenti la croissance de cette dernière (–48,12%). L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour l'agriculture ; positive pour le secteur manufacturier tandis que le secteur des services apparaît avec une contribution de 55,5% pour les changements structurels contre un apport négatif de la productivité intra sectorielle (–40,9%). Par ailleurs, les résultats du modèle VECM montrent que le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, la stabilité politique et le contrôle de corruption favorisent significativement la productivité totale du travail en ASS.

Owodon AFO-LOKO dans le papier *Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l'environnement : Évidence des pays d'Afrique subsaharienne* examine la relation entre les investissements directs étrangers (IDE), la transition énergétique et la pollution de l'environnement en Afrique subsaharienne sur la période 1985 à 2020. Diverses approches économétriques ont été utilisées afin d'obtenir des résultats robustes. Le test de dépendance transversale a été effectué et les résultats ont confirmé la présence d'une dépendance transversale entre les variables, ce qui a permis l'utilisation du test de racine unitaire de seconde génération. L'analyse a été réalisée à l'aide de la méthode de Driscoll et Kraay, qui permet de traiter l'endogénéité, l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité. Les résultats montrent que l'hypothèse « pollution haven » est confirmée et que l'utilisation des énergies renouvelables qui mesure la transition énergétique diminue la pollution environnementale. Aussi l'effet couplé des investissements directs à l'étranger et les énergies renouvelables minimise la pollution de l'environnement. La densité de la population, le commerce et le produit intérieur brut augmente la pollution de l'environnement. Cet article contribue à la littérature existante sur l'analyse de la relation entre investissement direct à l'étranger et la pollution de l'environnement ou énergies renouvelables et pollution de l'environnement en portant un regard particulier sur l'effet couplé de l'investissement direct à l'étranger et l'usage des énergies renouvelables sur la qualité de l'environnement. L'auteur suggère que d'amples efforts devraient être faits afin d'augmenter le taux d'investissement direct étranger dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'attrait des technologies vertes qui peuvent aider à produire davantage d'énergies renouvelables.

Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et **Prudence Love Angèle MOUKASSA** dans l'article *Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale* montrent que la stabilité macroéconomique est assurée par la politique monétaire dans la Zone CEMAC. Son cadre théorique s'inscrit dans la nouvelle école keynésienne. Empiriquement, le

modèle VAR structurel est utilisé sur la période 1980-2019. Les résultats montrent qu'à l'exception du Tchad, la politique monétaire a permis de stabiliser les chocs symétriques et joue un rôle essentiel dans la transmission des chocs asymétriques. La raison tient à des différentiels d'inflation persistants entre les pays membres de la CEMAC, qui ont dérégulé les fonctions contra-cycliques de la politique menée par la BEAC dans les années 1980. D'après les auteurs la politique monétaire menée par la BEAC stabilise aussi bien l'activité que les prix et les chocs asymétriques.

Ousmane AMADOU dans le papier *Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l'Ouest* fait une tentative d'établir un lien entre les dépenses totales de santé par habitant, les dépenses publiques de santé et deux résultats pour la santé à savoir la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. Cette relation est examinée à l'aide des données de 15 pays de l'espace CEDEAO plus la Mauritanie entre 1995 et 2014. Des spécifications en panel ; en MCO robuste et à effets fixes ont été utilisées pour le besoin de la robustesse et la prise en compte de la spécificité pays. Les résultats montrent que les dépenses de santé ont un effet statistiquement significatif sur la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. La magnitude des estimations d'élasticité est en accord avec celles rapportées dans la plupart des études. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, les résultats impliquent que les dépenses totales de santé (ainsi que la composante publique) contribuent certainement de manière importante à la réduction de la mortalité infantile et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Ces résultats ont des implications importantes pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Ousmane MARIKO et **Mohamed NIARÉ** dans l'article *Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l'UEMOA* évaluent les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays de l'UEMOA, en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques. L'utilisation des données sous régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Dans cette optique, ils ont utilisé le test de Breusch-Pagan (1980) pour détecter une possible corrélation des erreurs. Sur la base de ce résultat, ils ont respectivement utilisé le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) et le test de cointégration de Westerlund (2007), qui sont robustes à l'interdépendance individuelle. Enfin, ils ont estimé l'équation de long terme du chômage à l'aide de la technique DOLS pour corriger les éventuels problèmes d'endogénéité. Les données utilisées dans la présente étude couvrent la période 1991-2020 et proviennent de différentes sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, et Global Climate Data-Université of Delaware covering. Ils ressortent de l'analyse empirique que les chocs pluviométriques, l'ouverture commerciale et le contrôle de la corruption exacerbent le chômage, alors que la croissance du PIB contribue à le résorber. En revanche, l'inflation, les TIC et le développement financier se sont révélés non significatifs.

Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE et **Fayllonne Marina PIAME NJAN-POU** dans le papier *Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?* vérifient si les sources des inégalités salariales entre les femmes et les hommes sur le marché du travail au Cameroun résultent de l'existence d'un plafond de verre et/ou d'un plancher collant. La méthode retenue est celle des régressions quantiles complétées par la technique de décomposition quantile. Les résultats obtenus soutiennent l'existence d'un plancher collant et recusent celle d'un plafond de verre. Ils montrent que les inégalités hommes / femmes de salaires décroissent au fur et à mesure que l'on s'élève le long de la distribution des salaires. Au sommet de la distribution, l'écart salarial au détriment des femmes trouve principalement sa source dans les différences de caractéristiques individuelles observables, alors qu'au bas de la distribution, cet écart est davantage dû à des facteurs exogènes à ces caractéristiques observables. Les auteurs affirment que leur article met en évidence le fait que, sur le marché du travail au Cameroun, le niveau de discrimination au détriment des femmes est une fonction décroissante des quintiles salariaux. Ce qui est à la fois un résultat original et de prime abord paradoxal dans la mesure où on se serait attendu à ce que d'éventuelles discriminations soient plus prégnantes au niveau des emplois les mieux rémunérés. Ainsi, les femmes du Cameroun devraient viser à concourir pour des emplois hautement rémunérés dans la mesure où elles y sont moins exposées au risque de discrimination.

Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP et **Hamadou TAMBOURA** dans le papier *Effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015* étudient l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad. Le modèle probit binaire est utilisé pour analyser l'effet de l'autonomisation dans ses différentes dimensions mais aussi globalement. Les analyses se sont basées sur des données d'enquêtes démographiques de santé et à indicateurs multiples collectées par INSEED entre 2014–2015. Les auteurs montrent que l'autonomisation de la femme affecte positivement la violence conjugale au Tchad. Une femme exprimant son désaccord face à la violence, participant au processus de prise de décision au sein du ménage, ayant l'autonomie économique et l'indépendance sociale, a 4,01% et 10,4% de chances supplémentaires de subir de violence conjugale respectivement pour un niveau d'autonomie moyen et élevé par rapport à un niveau d'autonomie faible. Il faudrait donc renforcer la sensibilisation pour que le processus d'autonomisation des femmes profite à la société Tchadienne. L'étude contribue de manière significative à la littérature à travers cette première tentative empirique de compréhension de l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad en tenant compte de diverses dimensions de l'autonomisation. Elle décompose la violence conjugale en plusieurs formes et adopte l'approche des quartiles en regroupant les facteurs par dimension afin d'établir

le niveau d'autonomisation de la femme avant leurs liaisons avec les différentes formes de la violence conjugale.

Yaovi TOSSOU dans son article *Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo* examine l'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo. En se servant de la décomposition de l'indice de concentration, de la courbe de concentration et des données de l'enquête démographique de santé de 2013 (EDST-III) au Togo, les résultats révèlent que l'âge, le niveau d'éducation, la profession de la femme et le lieu de résidence sont les déterminants de l'utilisation des services de santé maternelle. Ainsi, les groupes d'âge de 15–20 ans et de 31–49 ans contribuent faiblement aux inégalités dans les besoins de services de santé, respectivement de $-0,024$ et de $-0,022$ chez les femmes. D'après l'auteur ces résultats suggèrent qu'il est nécessaire d'encourager des politiques essentielles visant à améliorer le niveau d'éducation des femmes et de l'indice de richesse afin de réduire le risque d'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo.

Moustapha ALADJI dans son article *L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française* analyse les causes de l'immigration en Guyane, étudie les politiques publiques qui y sont liées et dévalue les moyens d'accueil et d'accompagnement des migrants. Il cherche aussi à souligner les disparités d'efficacité de ces dispositifs entre le niveau national et la réalité locale guyanaise. Il a réalisé une analyse descriptive associée à des tests statistiques, tels que le Chi-deux (χ^2), afin d'analyser les liens entre différentes variables économiques et sociales liées aux migrants. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser l'influence des mesures d'accompagnement sur l'intégration des migrants en Guyane. D'après l'auteur les résultats montrent que même si les mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'État sont généralement efficaces à l'échelle nationale, elles ne satisfont pas pleinement aux besoins particuliers des migrants en Guyane. Les politiques nationales et les réalités locales sont en décalage, ce qui empêche l'intégration des migrants dans le tissu économique et social guyanais. Cette étude présente une vision originale des défis de l'immigration en Guyane, souvent négligés dans les analyses nationales. Il est souligné que les politiques migratoires et les dispositifs d'accueil doivent être adaptés aux particularités locales afin d'améliorer l'intégration des migrants. L'auteur suggère des idées pour améliorer la conformité des politiques publiques aux spécificités de la Guyane française.

Małgorzata MACUDA et **Stefan ZDRAVKOVIĆ** dans le papier *Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature* identifient les publications concernant ChatGPT dans le domaine de la comptabilité publiées depuis le lancement de ChatGPT jusqu'à présent (mai 2024) afin d'avoir une image approximative de la popularité du concept en tant que sujets d'études de recherche. Une analyse du contenu des bases de données Scopus et Web of Science Scholar a démontré un intérêt croissant parmi les chercheurs scientifiques pour IA

et ChatGPT, notamment depuis le lancement de la version ChatGPT-3.5 le 30 novembre 2022. 15 articles publiés en 2023 et 2024 relatifs à l'utilisation de ChatGPT en comptabilité ont été examinés. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. Les résultats indiquent la tendance croissante parmi les académiciens quant à la recherche des possibilités de l'utilisation de ChatGPT dans l'éducation de la comptabilité et un grand intérêt parmi les praticiens lié à l'application des nouvelles technologies d'AI dans la comptabilité financière et l'audit (au sein des cabinets comptables), le reporting ESG et aussi la comptabilité de gestion. L'article contribue à la littérature croissante concernant l'utilisation de ChatGPT en comptabilité, constituant une synthèse des articles qui ont été publiés dans Scopus et Web of Sciences sur ce sujet depuis juin 2018.

Krzysztof Malaga

COMMERCE DES SERVICES ET INÉGALITES DES REVENUS EN AFRIQUE

Trade in services and income inequalities in Africa

Kwami Ossadzifo WONYRA¹

Université de Kara, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Département des Sciences Économiques
Laboratoire de Recherche en Sciences Économiques et de Gestion (LaRSEG)
wonyra.ossa@gmail.com
<https://orcid.org/0000-0001-5237-4352>

Honoré TENAKOUA²

Direction Générale des Impôts, Ouagadougou, Burkina Faso
tenakouah@yahoo.fr
<https://orcid.org/0009-0003-1529-4814>

Braima Luís SOARES CASSAMA³

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
ibraincassama@gmail.com
<https://orcid.org/0009-0006-3203-2340>

Abstract

Purpose : The objective of this paper is to analyse the effects of trade in services on income inequality in Africa.

Design/methodology/approach : Panel data from 46 African countries were estimated using the Least Square Dummy Variable Corrected (LSDVC) estimator.

Findings : The estimation results show significant inverse relationship between trade in services and income inequality in Africa.

Originality/value : This paper fills the gap that exists in the economic literature regarding the measurement of the effects of trade in services, the importance of which only came to light with the Uruguay Round negotiations and the creation of the World Trade Organization (WTO) in January 1995.

Keywords : trade in services, income inequalities, Africa.

¹ BP : 404, Kara-Togo.

² 01 BP 6000 Ouagadougou 01, Burkina Faso.

³ 68 Avenue de la Libération, Lomé-Togo.

Résumé

Objectif : L'objectif de ce papier est d'analyser les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique.

Conception/méthodologie/approche : Les données de panel de 46 pays africains ont été estimées à l'aide l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected, LSDVC).

Résultats : Les résultats des estimations révèlent une relation inverse et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique.

Originalité/valeur : Ce papier comble le gap qui existe dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995.

Mots-clés : commerce des services, inégalités de revenu, Afrique.

JEL classification : C23, D31, F10.

Introduction

Les effets néfastes de la crise sanitaire de COVID-19 sont de nature à actualiser le débat sur les inégalités de revenu à travers le monde, mais de manière plus accentuée dans le monde en développement. En effet, la relation entre le commerce, les inégalités et la pauvreté au sein des pays n'est pas exempte de controverse. Avec la vague de la mondialisation des échanges ces dernières décennies, les économies en développement se sont rapidement intégrées dans l'économie mondiale. Ces pays ont procédé à une augmentation du volume des échanges et des flux de capitaux étrangers. Cette croissance a eu des répercussions sur les agrégats macroéconomiques dont le revenu national brut. Au cours de cette période d'intégration accrue, des changements ont été observés dans les inégalités des revenus au sein de ces économies en développement. Ainsi, les gains liés à la libéralisation des échanges de services sont très importants pour les pays et le commerce international des services favorise la création de trafic et des gains de bien-être par rapport à l'ouverture du commerce de biens (Raubaud, 2014).

Quelques études ont examiné l'impact du commerce international sur la répartition des revenus (Anderson, 2020 ; Arabiyat et al., 2020 ; Feenstra & Hanson, 1996 ; Goldberg & Pavcnik, 2007 ; Hartmann et al., 2020 ; Meschi & Vivarelli, 2009 ; Mon & Kakinaka, 2020 ; Topalova, 2005). Après les études empiriques de Katz et Murphy (1992), et de Lawrence et Slaughter (1993), de nombreux travaux tentent d'estimer l'impact du commerce international sur les inégalités de revenu. Mais les études empiriques existantes se concentrent uniquement sur le commerce

international des produits manufacturés alors que très peu d'études examinent le cas spécifique du commerce international des services (Ahuja, 2015). Ces secteurs ont traditionnellement été traités en économie comme des secteurs dont les résultats sont purement non discutables. Au cours des deux dernières décennies, la révolution des télécommunications a changé la nature fondamentale des activités qui peuvent être échangées : même si certains services sont non négociables, d'autres sont devenus négociables sans coût supplémentaire, quelle que soit la distance. Selon l'OCDE, les services représentent plus de 20 % des échanges internationaux (Lanz & Maurer, 2015). Les services sont fortement concernés par les externalisations : les entreprises multinationales déplacent leurs sièges sociaux en dehors des centres à hauts salaires dans les pays de l'OCDE vers le service de back-office dans pays comme l'Inde (OECD, 2004 ; UNCTAD, 2004).

Le commerce des services contribue à offrir de nouvelles possibilités à l'économie, créant ainsi davantage d'emplois et apportant une contribution significative au PIB de l'économie. Les regards se tournent plus vers les exportations de services dans les documents de stratégie de croissance des pays en développement. S'agissant des importations, elles peuvent contribuer à améliorer les performances des entreprises nationales grâce à une plus grande concurrence. En outre, les importations de services donnent accès aux meilleures pratiques internationales, aux capitaux d'investissement, à de meilleures compétences et à la technologie dans l'économie.

En Afrique, le commerce des services a progressé plus rapidement que le commerce des marchandises entre 2005 et 2017, à un rythme de 5,4% par an en moyenne selon les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁴. La présence commerciale en est le principal mode de fourniture au niveau mondial, représentant près de 60% du chiffre d'affaires en 2017. Il est également important de souligner que la valeur ajoutée des services représente près de la moitié de la valeur des échanges internationaux de marchandises et de services. Selon l'OMC, les importations mondiales de services commerciaux ont connu une croissance de 7,4% en 2018, l'Afrique prenant la tête avec un taux de 13%, et représentant 3,1% des importations mondiales de services commerciaux. S'agissant des exportations, elles ont connu une croissance de 7,7%, un taux légèrement inférieur à celui des exportations mondiales de marchandises en 2018 dans le monde⁵.

Étant donné qu'une grande partie du commerce des services provient des investissements directs étrangers, il contribue également à l'apport de capitaux, qui est un facteur crucial pour les économies africaines. En ce sens, Wonyra et Efogo (2020) montrent que les investissements directs étrangers (IDE) favorisent le commerce

⁴ Base de données de l'Organisation mondiale du commerce (https://www.wto.org/english/res_e/status_e/status_e.htm).

⁵ https://www.wto.org/english/res_e/status_e/wts2019_e/wts2019chapter03_e.pdf

des services dans la mesure où l'entrée de ces IDE en Afrique s'accompagne d'un besoin en importation de services. Par conséquent, l'importance des services dans le commerce international ne peut plus être écartée. Toutefois, malgré son importance, peu de recherches ont été menées pour examiner explicitement l'impact du commerce des services sur les inégalités des revenus dans les économies en développement. Dans le cadre de cette recherche, nous analysons les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. De façon spécifique, nous identifions les canaux par lesquels le commerce des services affecte les inégalités de revenu dans les économies africaines et nous explorons la relation entre le commerce des services et les inégalités des revenus en Afrique.

Cet article vient combler le gap existant dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay portant création de l'OMC en janvier 1995. Il souligne la nécessité d'examiner l'impact du commerce des services sur les inégalités de revenu séparément de celui du commerce des biens en Afrique. Les questions soulevées sont à la fois importantes et relativement nouvelles, en particulier dans le contexte des économies en développement et moins avancées. Cela est important en raison du modèle de développement observé dans de nombreuses économies émergentes, où les services, plutôt que le secteur industriel, sont devenus dominants en termes de parts dans la production, l'emploi et le commerce international. Avec la mondialisation, les pays en développement s'intégrant beaucoup plus dans l'économie mondiale, il est donc non moins important de comprendre comment la part croissante des services dans le commerce international affecte les inégalités de revenu.

Le reste de l'article est présenté en trois principales sections. La première section présente la revue des travaux théoriques et empiriques relatif à la problématique du commerce des biens et de son effet sur les inégalités de revenu. La deuxième section décrit la méthodologie de la recherche. La troisième section analyse et discute les principaux résultats.

1. Revue de la littérature

1.1. Commerce de services : Quelles particularités ?

La plupart des études antérieures évaluant le lien entre le commerce et les inégalités ou la croissance prennent en compte le commerce global sans distinction entre les biens et les services (Dorn & Levell, 2021 ; Harrison et al., 2011). Alors que ces deux secteurs n'affectent pas de la même manière la croissance des économies du monde. Il convient alors de se demander en quoi le commerce des marchandises

est différent de celui des services et si nous devons traiter le commerce des marchandises différemment de celui des services. Cette question a également fait l'objet d'une certaine attention dans la littérature économique.

La littérature économique différencie les services des biens à travers les caractéristiques suivantes : l'intangibilité, la non-exploitation, l'invisibilité et la fugacité. Mais les services sont considérés comme étant de nature hétérogène, de sorte que tous les services ne satisfont pas à ces caractéristiques. Hill (1977) affirme que les biens et les services sont distincts et qu'ils appartiennent à deux catégories différentes. Cet auteur souligne que la consommation et la production de services devraient avoir lieu simultanément, car les services ne peuvent pas être stockés, contrairement aux biens. Melvin (1989) va au-delà de cette définition et souligne que la thèse de Hill se limite aux services qui nécessitent un contact physique entre le consommateur et les producteurs. Pour Melvin, certains services peuvent être incorporés dans un objet comme une disquette et des bandes vidéo. Par conséquent, pour ce type de services, la production et la consommation peuvent être séparées. En raison de la révolution technologique, ces services qui ne nécessitent pas de proximité physique entre le producteur et le consommateur augmentent rapidement. Stern et Hoekman (1987) soulignent que le service peut être complémentaire au commerce des marchandises, se substituer à celui-ci ou être sans rapport avec les marchandises. Par conséquent, pour que les services puissent faire l'objet d'un commerce, ils doivent s'incarner dans des objets, des flux d'informations ou des mouvements de personnes. Toutes ces caractéristiques des services déterminent la manière dont le commerce des services se déroulera.

Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le commerce international des services peut être classé suivant quatre modes :

- Mode 1 : Fourniture transfrontalière dans laquelle aucun contact physique entre le producteur et le consommateur n'est nécessaire et c'est le service qui franchit la frontière par internet, téléphone, fax, etc.
- Mode 2 : Consommation à l'étranger dans laquelle le consommateur de services se rend à l'endroit où les services sont fournis.
- Mode 3 : présence commerciale à l'étranger, c'est-à-dire que le fournisseur de services fournit des services en établissant sa présence commerciale dans un autre pays par le biais de succursales ou de filiales.
- Mode 4 : Mouvement de personnes physiques dans lequel le particulier se rend temporairement dans le pays du consommateur pour fournir les services.

Cette définition de l'OMC fait apparaître des observations. La mobilité de la main-d'œuvre (lorsque le commerce des services s'effectue par le biais du mode 4) et l'investissement (lorsque le commerce des services s'effectue par le biais du mode 3) sont essentiels pour l'analyse des impacts du commerce des services. Aussi, les déterminants du commerce diffèrent d'un secteur à un autre.

Les déterminants du commerce des services peuvent également être différents de ceux du commerce des biens. Les barrières au commerce des services sont différentes et plus élevées que celles au commerce des biens. Par exemple, les restrictions à la mobilité des facteurs et à l'investissement peuvent constituer des obstacles majeurs au commerce international des services. En outre, les obstacles au commerce des services sont parfois difficiles à quantifier et à mesurer. De nombreux services ne peuvent pas être échangés par-delà les frontières, comme les marchandises, et les barrières tarifaires ne sont donc pas importantes dans le cas de ces services. Le commerce des services tend également à être réduit par les cadres réglementaires des pays qui refusent l'accès aux fournisseurs de services tant étrangers que nationaux. Ces lois réglementaires varient souvent entre les différents secteurs des pays et au sein de ceux-ci. En ce qui concerne les économies d'échelle, il est courant de supposer un retour d'échelle croissant pour les biens, alors que cela peut ne pas être vrai dans le cas des services, car on suppose que les services sont de nature très hétérogène. Il se peut que certains services ne présentent pas les rendements d'échelle croissants. Toutes ces caractéristiques font du commerce des services un concept différent et complexe de celui du commerce des marchandises.

Les barrières au commerce des services consistent essentiellement à des régulations limitant d'accès des fournisseurs étrangers aux marchés domestiques ou les soumettant à des traitements moins favorables que ceux des fournisseurs locaux. Ces barrières ou obstacles se manifestent au regard des principes de l'accès au marché (article 16) et du traitement national (article 17) de l'AGCS. S'agissant du principe de l'accès au marché, l'article 16 stipule que suivant les quatre modes de fourniture identifiés à l'article premier de l'AGCS, chaque Membre accordera aux services et fournisseurs de services de tout autre Membre un traitement qui ne sera pas moins favorable, clause de la Nation la Plus Favorisée (NPF). Les restrictions prennent la forme de limitations concernant : le nombre de fournisseurs de services, que ce soit sous forme de contingents numériques, de monopoles, de fournisseurs exclusifs de services ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ; la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services, sous forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ; le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits, exprimées en unités numériques déterminées, sous forme de contingents ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ; le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier, ou qu'un fournisseur de services peut employer et qui sont nécessaires pour la fourniture d'un service spécifique, et s'en occupent directement, sous forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ; mesures qui restreignent ou prescrivent des types spécifiques d'entité juridique ou de coentreprise par l'intermédiaire desquels un fournisseur de services peut fournir un service ; la participation de capital étranger, exprimées sous forme d'une

limite maximale en pourcentage de la détention d'actions par des étrangers, ou concernant la valeur totale d'investissements étrangers particuliers ou des investissements étrangers globaux.

Le principe de traitement, pour sa part, suppose que chaque membre accordera aux services et fournisseurs de services de tout autre membre, en ce qui concerne toutes les mesures affectant la fourniture de services, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde à ses propres services similaires et à ses propres fournisseurs de services similaires. Ainsi, on peut parler d'obstacles lorsque qu'il y a présence de conditions / limitation de concurrence en faveur des services ou fournisseurs de services du Membre par rapport aux services similaires ou aux fournisseurs de services similaires de tout autre Membre.

L'impact du commerce des services sur les inégalités des revenus dépend de la nature des facteurs de production nationaux et étrangers. En cas de substituabilité, le commerce des services donnera accès aux facteurs étrangers, ce qui réduira la demande de facteurs nationaux et leur rendement. En conséquence, cela traduirait un impact négatif sur les inégalités des revenus. Cependant, si les facteurs nationaux et étrangers sont complémentaires, l'accès aux facteurs étrangers dû au commerce des services augmentera la demande de facteurs nationaux et aura un impact positif sur les rendements des facteurs nationaux ainsi que sur les inégalités des revenus. Certains des services sont également utilisés comme intrants intermédiaires dans la production de certains biens, de sorte que le commerce de ces services peut également avoir des implications importantes sur les conséquences distributives du commerce des services. On peut donc souligner qu'il existe de nombreuses caractéristiques propres au commerce des services qui peuvent avoir des implications importantes sur les conséquences distributives du commerce des services.

1.2. Commerce des services et inégalités des revenus

Dans cette section, nous identifions les différents canaux par lesquels le commerce des services peut avoir un impact sur les inégalités des revenus en Afrique. L'identification de ces canaux pourrait permettre de réduire les inégalités de revenus grâce au commerce des services en Afrique.

Primo, certains services sont utilisés comme intrants intermédiaires dans la production de biens et services (Miroudot et al., 2009). Le commerce des services permettra de rendre ces services disponibles à un coût moindre et d'accroître leur efficacité, ce qui, à son tour, augmentera la productivité du secteur des biens et des autres services. L'augmentation de la productivité affectera davantage les rendements des facteurs et donc les inégalités dans la distribution des revenus (Fu et al., 2023 ; Hoekman & Mattoo, 2008).

Secundo, les inégalités ont un impact sur les revenus à travers les retombées technologiques, la création d'une concurrence dans l'économie, etc. puisque la plupart des transactions dans le commerce des services s'opèrent par le biais d'investissements directs étrangers (Elucidation et al., 2022 ; Nath & Liu, 2017). La présence de ces prestataires de services étrangers est susceptible de se concentrer dans les régions les plus dynamiques du pays, négligeant ainsi les zones rurales, ce qui accroîtra les inégalités entre les zones rurales et urbaines du pays.

Tertio, le commerce des services entraîne une mobilité la main-d'œuvre qui peut entraîner des répercussions sur les inégalités des revenus dans les pays africains (Lassmann, 2020). Par exemple, si les services exportés par ce mode sont à forte intensité de compétences, cela entraînera une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans l'économie en question et l'on sait que la fuite des cerveaux a un impact sur la répartition des revenus dans l'économie. A l'inverse, si les travailleurs dont les services sont exportés sont des travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés, cela créera davantage d'emplois pour les travailleurs non qualifiés et contribuera donc à réduire les inégalités dans l'économie (Galiano & Romero, 2018 ; Mountford & Rapoport, 2011).

Enfin, le commerce des services peut également avoir un impact sur les inégalités des revenus par le biais du canal de la croissance (Irwin, 2024). Des exportations de services plus importantes contribueront à une croissance plus forte de l'économie, ce qui, à son tour, affecte les inégalités des revenus par le biais de la relation de la courbe de Kuznets entre la croissance et les inégalités.

Au vu de tout ce qui précède et comme le montre la figure 1, il paraît évident qu'il existe des canaux par lesquels le commerce des services peut accroître les

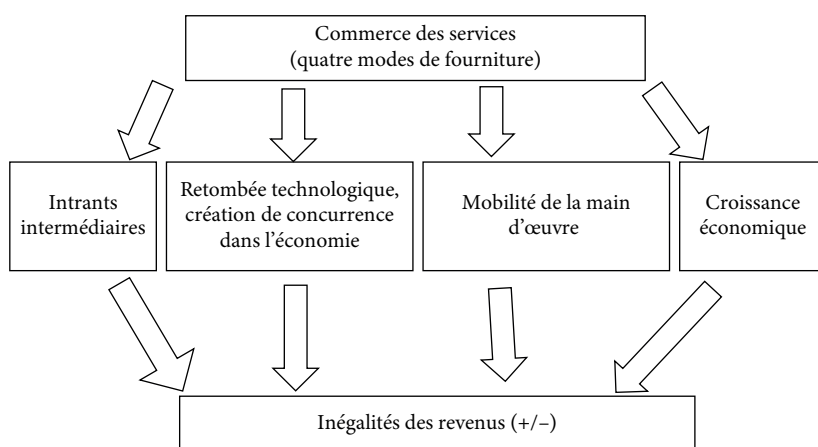


Figure 1. Canaux de transmission entre le commerce des services et les inégalités de revenus

Source : élaboration propre des auteurs.

inégalités des revenus et certains canaux par lesquels il peut la réduire. En vue de cerner les contours de ce phénomène et mieux comprendre les effets du commerce des services sur les inégalités des revenus en vue de la formulation de meilleures recommandations de politiques économiques, il s'avère nécessaire de parcourir la littérature empirique relative au sujet.

1.3. Aperçu des travaux empiriques sur les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu

De nombreuses études ont été menées sur la relation entre l'ouverture au commerce et les inégalités des revenus (Chao et al., 2019 ; Rodrik, 2021). Même si la plupart d'entre elles analysent le cas à l'échelle mondiale, les approches sont assez similaires. Toutefois, ces études portent principalement sur le commerce des biens. Cela peut s'expliquer par le manque de données détaillées et de qualité sur le commerce des services. La plupart des études empiriques ont observé que le commerce des services conduit à un accroissement des inégalités dans les pays.

D'après Arabiyat et al. (2020), l'ouverture commerciale réduit les égalités des revenus et réduit la pauvreté dans diverses provinces de Jordanie de 1990 à 2015. Ces résultats sont corroborés par ceux obtenus par Mon et Kakinaka (2020) que l'ouverture commerciale réduit les inégalités de revenus dans 125 pays entre 1980 et 2015. En examinant l'effet du commerce sur les inégalités des revenus dans les pays en développement, Lin et Fu (2016) trouvent les preuves d'une réduction significative des inégalités des revenus à l'ouverture commerciale. Hartmann et al. (2020) analysent la relation entre le commerce et les inégalités de revenus sur 116 pays et sur la période de 1970 à 2010. Les résultats suggèrent que les exportations des pays développés vers les économies en développement et les économies développées sont associées à de faibles inégalités alors que celles des économies en développement vers le reste du monde sont associées à de fortes inégalités. Anderson (2020) utilise un modèle d'équilibre générale pour examiner l'effet de la libéralisation du commerce sur les inégalités des revenus et la pauvreté dans les pays en développement. Les résultats soutiennent que la libéralisation du commerce est susceptible d'augmenter les inégalités. En utilisant un panel de 51 pays sur une période de 1981 à 2003, Jaumotte et al. (2013) révèlent que la mondialisation du commerce est associée à une réduction des inégalités. Cheong et Jung (2020) étudient les effets de la libéralisation du commerce sur la distribution hétérogène des revenus en utilisant des données d'enquête coréennes des années 2000–2015. Les résultats montrent que les effets sur les salaires sont hétérogènes entre les entreprises au sein des groupes de travailleurs non qualifiés et qualifiés, tandis que les effets positifs sont statistiquement significatifs et les plus importants pour les travailleurs non qualifiés dans les entreprises de taille moyenne et grande. Cependant, d'après

Mehta et Hasan (2012), la libéralisation des services contribue de manière significative à l'augmentation des inégalités des salaires en Inde de 1993 à 2004.

En considérant un échantillon de 10 pays de l'OCDE pour la période 1980–2005, Cassette et al. (2012) ont examiné la relation à court et à long terme entre le commerce international des services et les inégalités de revenus. Ces auteurs trouvent que le commerce des services a des effets à long terme sur les inégalités de revenus dans l'OCDE. En outre, ces auteurs constatent que cet impact sur les inégalités de revenus ne concerne pas seulement les inégalités entre les revenus les plus élevés et les plus faibles, mais aussi entre les revenus médians et les faibles revenus. Les travaux de Amoranto et al. (2011) sur l'impact de la libéralisation du secteur des services sur l'emploi et les salaires aux Philippines sur la période de 1991 à 2004 montrent que la libéralisation impacte négativement les populations les plus vulnérables et moins éduquées. Par contre, elle crée de plus grandes opportunités d'emploi pour les hommes plus qualifiés que pour les femmes, en partant de l'hypothèse que les effets à valeur ajoutée découlent de la libéralisation des services qui, par la suite, augmentent la productivité dans d'autres secteurs et influencent les changements dans les salaires moyens entre les industries.

Gourdon et al. (2008) tentent de prouver l'importance des dotations en facteurs dans l'analyse de la relation entre le commerce et les inégalités des revenus. Ils ont constaté que l'ouverture au commerce est associée à une augmentation des inégalités des revenus dans les pays à haut revenu, et qu'elle réduit les inégalités dans les pays à faible revenu. En outre, une plus grande ouverture au commerce est associée à une plus grande inégalité dans les pays où le capital est abondant et les compétences élevées. De nombreux documents fournissent des preuves d'une relation positive entre l'ouverture commerciale et les inégalités dans les pays développés. Ils obtiennent différentes estimations de la réactivité des inégalités à l'ouverture commerciale et financière, en fonction de l'échantillon d'estimation, des techniques statistiques adoptées et des variables de contrôle incluses dans les modèles. Lim et McNelis (2016) utilisent un panel de données annuelles de 1992 pour environ 40 pays dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne mondiale et trouvent une élasticité de l'indice de Gini d'environ 0,05, bien qu'elle double en gros pour les pays à faible revenu et devienne négative pour les pays à revenu intermédiaire supérieur. Bumann et Lensink (2016) font état d'une élasticité moyenne du même indice d'inégalité à l'ouverture financière, mesurée par l'indice de Chinn et Ito (2008), proche de 2, en considérant 106 pays sur la période 1973–2008 et en contrôlant l'inflation, l'ouverture commerciale, la profondeur financière, le PIB par habitant, l'éducation et les indicateurs démographiques. Ils adoptent également un estimateur de la méthode des moments généralisés (MMG) pour traiter l'endogénéité éventuelle de certaines variables explicatives et concluent que la libéralisation financière améliore la distribution des revenus dans les pays où la profondeur financière est plus élevée.

Dabla-Norris et al. (2015) étudient environ 100 pays, y compris les économies les plus avancées, au cours de la période 1980–2012, et estiment une élasticité de l'indice de Gini qui est négligeable par rapport à l'ouverture commerciale et qui est de 0,05 par rapport à l'ouverture financière. Leur modèle de référence inclut parmi les variables de contrôle : l'éducation, la profondeur financière et quelques indicateurs sur la structure de la population et du marché du travail, autres que les dépenses publiques. Roser et Cuaresma (2016) estiment un modèle sur un panel de 32 pays développés au cours des quatre dernières décennies en utilisant la méthode des moments généralisés (MMG) et trouvent une élasticité de l'indice de Gini à l'ouverture commerciale d'environ 0,01, en contrôlant les dépenses publiques, la croissance du PIB, le PIB par habitant et la structure du commerce international. Furceri et Loungani (2015) étudient l'impact de l'ouverture du compte de capital sur les inégalités et constatent que la libéralisation des systèmes financiers nationaux peut aggraver les inégalités des revenus, tant à court qu'à moyen terme.

Jaumotte et al. (2013) étudient l'impact de la mondialisation sur les inégalités des revenus. La mondialisation est divisée en deux catégories : l'ouverture commerciale et l'ouverture financière. Ils ont constaté que la mondialisation dans son ensemble a un effet mineur sur les inégalités des revenus. Cela est dû au fait que ses composantes ont des effets compensatoires : l'ouverture commerciale réduit les inégalités des revenus, tandis que l'ouverture financière l'exacerbe. Ce sont les changements technologiques qui contribuent le plus à l'accroissement des inégalités de revenus.

Les faits stylisés sur les pays de l'OCDE suggèrent que l'ouverture commerciale et financière réduit les écarts de croissance entre les pays, mais pas des inégalités des revenus, et que les effets de la finance sont plus importants dans les pays à revenu élevé (D'Elia & De Santis, 2019). Ces auteurs trouvent aussi que néanmoins, les pays à faibles et moyens revenus profitent davantage du commerce international. Les résultats des estimations indiquent que l'ouverture commerciale a considérablement amélioré les conditions des pays à faible revenu de l'OCDE, à court et à long terme, principalement, conformément à la théorie du rattrapage. Elle a également réduit les inégalités, mais seulement dans les pays à faible et moyen revenu. Différemment, l'ouverture financière n'a eu un impact positif et significatif qu'à court terme sur les pays à revenu intermédiaire et a accru les disparités de revenus au sein des pays à court terme dans les pays à faible revenu et à long terme dans les pays à revenu élevé.

Les études et les résultats mentionnés précédemment suggèrent qu'il n'y a pas de consensus sur l'effet du commerce international, ou de l'ouverture au commerce en particulier, sur les inégalités des revenus. En plus, à notre connaissance il n'existe pas ou s'il existe, peu de travaux sur l'Afrique. Par conséquent, une étude spécifique au continent africain devrait être menée dans le cadre de cette étude afin de connaître l'effet en Afrique. En outre, contrairement à de nombreuses études précédentes, qui ont été menées pour la plupart dans les années 1990 et n'ont porté

que sur deux décennies. Cette présente recherche vient questionner à nouveau la relation de causalité entre le commerce des services et les inégalités de revenu en Afrique sur la dernière décennie en utilisant les données longitudinales.

2. Méthodologie de la recherche

Nous partons d'une spécification d'un modèle linéaire en panel. En s'inspirant des travaux de Roser et Cuaresma (2016) qui ont travaillé sur les causes des inégalités de revenu. La spécification est présentée par l'équation (1) suivante :

$$\ln\text{Income_Ineq}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \ln\text{Income_Ineq}_{it, t-1} + \beta_1 \ln\text{TiS}_{i,t} + \sum_j \delta_j X_{ijt} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Le terme d'erreur $\varepsilon_{i,t}$ est décomposé en erreur individuelle et en erreur idiosyncratique :

$$\varepsilon_{it} = \vartheta_i + \mu_{it} \quad (2)$$

Dans cette équation, la variable dépendante ou encore expliquée est le logarithme des inégalités de revenu notée $\ln\text{Income_Ineq}$ mesurée par l'indice de gini. La variable $\ln\text{TiS}$ mesure le logarithme du total du commerce des services en pourcentage du PIB. X représente le vecteur des variables de contrôle lesquelles affectent aussi les inégalités de revenu. Dans cet article, nous nous sommes inspirés des travaux de Dabla-Norris et al. (2015) et Bumann et Lensink (2016) en utilisant les variables comme l'accès à l'éducation, la santé, l'électricité et aussi l'accès aux infrastructures de télécommunications. Les services de télécommunications notamment l'internet et la téléphonie mobile sont utilisées. Afin de capter le rôle transversal des services de télécommunications, nous interagissons la variable commerce des services avec la variable accès à l'internet. $i = 1, 2, \dots, N$ et $t = 1, 2, \dots, T$. ϑ_i est le terme d'erreur individuel et est IID $(0, \sigma_\alpha^2)$ tandis que μ_{it} est IID $(0, \sigma_\mu^2)$ sont tous indépendants entre eux. Les données proviennent essentiellement de la base de données de la Banque mondiale. Elles couvrent la période de dix ans allant de 2009 à 2018 et portent sur un échantillon de 46 pays africains⁶.

Le modèle est estimé au moyen des techniques d'estimation des données de panels dynamiques. L'inclusion de la variable dépendante décalée comme l'une des variables explicatives suggère un problème d'endogénéité (Ametoglo et al.,

⁶ Afrique du Sud, Algérie, Angola, Benin, Botswana, Burkina, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

2018 ; Wonyra & Efogo, 2020). Une des solutions qui s'offrent est l'utilisation de la Méthode des Moments Généralisés (GMM) (Arellano & Bond, 1991 ; Arellano & Bover, 1995 ; Blundell & Bond, 1998). L'estimateur GMM aborde les questions de décalés variables dépendantes, non prise en charge des effets fixes, endogènes régresseurs indépendants, ainsi que la présence d'hétéroscédasticité et autocorrélation entre et au sein des individus ou des pays (Roodman, 2009). Toutefois, la méthode GMM est seulement efficace asymptotiquement pour « T petit et grand N ». Ainsi, il n'est pas adapté pour les petits échantillons. Une méthode alternative est l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected – LSDVC). La méthode calcule le biais corrigé des estimateurs LSDV pour le modèle de données de panel autorégressif standard en utilisant les approximations de biais à Bruno (2005 a), qui étend les résultats par Bun et Kiviet (2003), Steenland et al. (1999) et Kiviet (1995). Cette méthode est une technique de données de panel dynamique approprié dans le cas des petits échantillons où GMM ne peut être appliqué efficacement. Nous pouvons réécrire le modèle de données de panel dynamique exprimé dans l'équation 1 comme suit :

$$y_{it} = \gamma y_{i,t-1} + X'_{it} \beta + \eta_i + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

où y_{it} est la variable dépendante, X_{it} est l'ensemble des variables indépendantes, η_i est un effet individuel inobservé, et ε_{it} une perturbation inobservée bruit blanc.

Le modèle peut être donc réécrit de la manière suivante :

$$y = W\delta + D\eta + \varepsilon \quad (4)$$

avec $W = [y^{(-1)} | X]$; W est la matrice des variables indépendantes and de la variable dépendante retardée, D est la matrice des variables muettes individuelles ($NT \times N$), η est le vecteur des effets individuels ($N \times 1$), δ est le vecteur des coefficients ($k \times 1$), et ε le terme d'erreur usuelle.

L'estimateur LSDV est le suivant :

$$\delta_{LDSV} = (W'AW)^{-1} W'Ay \quad (5)$$

où A représente une transformation qui capte les effets individuels.

Bun et Kiviet (2003) dépeint le biais associé avec l'estimateur LSDV qui se présente comme :

$$E(\delta_{LDSV} - \delta) = c_1(T^{-1}) + c_2(N^{-1} T^{-1}) + c_3(N^{-1} T^{-2}) + O(N^{-2} T^{-2}) \quad (6)$$

Dans leurs simulations de Monte Carlo, Bun et Kiviet (2003) et Bruno (2005 a) examinent les trois possibles approximations imbriquées de la partialité LSDV, qui à leur tour sont étendues au premier, deuxième et troisième terme de l'équation (4)⁷.

⁷ $B_1 = c_1(T^{-1})$; $B_2 = B_1 + c_2(N^{-1} T^{-1})$; $B_3 = B_2 + c_3(N^{-1} T^{-2})$.

L'estimateur corrigé des LSDV (LSDVC) équivaut à :

$$\text{LSDVC} = \delta_{\text{LDSV}} - B_i, \quad i=1, 2, 3 \quad (7)$$

Dans cet article, nous corrigeons pour d'eux les plus complète et précise (B3 en Bun et de Kiviet (2003) et de Bruno (2005) notations). Nous effectuons la correction de biais avec l'estimateur Anderson-Hsiao (Ametoglo et al., 2018).

Dans le cadre de cette étude, la variable dépendante est le commerce de service. Il mesure la somme des exportations et importations de services, divisée par la valeur du PIB. La variable d'intérêt est inégalités de revenus. Il désigne le déséquilibre crucial de la répartition des revenus au sein de la population ou d'un pays. Il représente donc l'étendue de la répartition des revenus entre les ménages ou les individus au sein d'un pays (Kunawotor et al., 2020). Dans cette étude, c'est l'inégalité entre les pays qui est pris en compte. Elle est mesurée par le Gini marchand/brut (revenu avant impôt, avant transfert) et le Gini net (revenu après impôt, après transfert). Il est compris entre 0 et 100 ; 0 représentant l'égalité parfaite et 100 l'inégalité parfaite. La description et la mesure des variables utilisée dans le cadre de cette étude sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1. Description et mesure des variables

Variables	Description et mesure	Sources des données
Commerce des services	le commerce de services est la somme des exportations et importations de services, divisée par la valeur du PIB, en dollars américains courants	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Inégalité de revenu	l'inégalité représente l'étendue de la répartition des revenus entre les ménages ou les individus au sein d'un pays ; elle est mesurée par le Gini marchand/brut (revenu avant impôt, avant transfert) et le Gini net (revenu après impôt, après transfert) ; il est compris entre 0 et 100, 0 représentant l'égalité parfaite et 100 l'inégalité parfaite	base de données standardisée sur les inégalités de revenus dans le monde (SWIID) de l'UNU-WIDER
PIB	il est mesuré comme le logarithme naturel du produit intérieur brut constant par habitant (PIB)	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Dépense en santé	elle est mesurée comme le logarithme naturel du ratio moyen des dépenses de santé par rapport au PIB	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Accès à l'électricité	il est mesuré par le logarithme naturel de la proportion de la population ayant accès à l'électricité	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale

Variables	Description et mesure	Sources des données
Infrastructure de transport, rails)	les lignes ferroviaires sont la longueur de la voie ferrée disponible pour le service ferroviaire, quel que soit le nombre de voies parallèles ; il comprend les itinéraires ferroviaires ouverts aux services publics de transport de passagers et de marchandises et exclut les chemins de fer privés spécialisés	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Efficacité gouvernementale	il s'agit de la perception de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et de son degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques	indicateurs de gouvernance mondiale
Contrôle de la corruption	il reflète la perception de la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les petites et grandes formes de corruption, ainsi que la mainmise des élites et des intérêts privés sur l'État	indicateurs de gouvernance mondiale
Aide publique au développement	aide publique au développement nette reçue (\$ US constant 2018 en logarithme naturel)	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Utilisant internet	c'est la proportion de la population utilisant l'internet en logarithme naturel	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Souscription au téléphone mobile	abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants en logarithme naturel	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Dépenses d'éducation	dépenses publiques en éducation en pourcentage du PIB en logarithme naturel	indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale
Commerce des services* Utilisation d'internet	interaction entre commerce des services et utilisation d'internet en logarithme naturel	auteurs

Source : élaboration propre des auteurs.

3. Résultats et discussion

Cette section présente les principaux résultats de notre étude. La figure 1 ci-dessous présente la relation existante entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique. Cette figure nous permet de classer les pays, objet de l'étude en trois grandes catégories. Une première catégorie de pays composée du Cap-Vert avec une part du commerce des services dans le PIB très élevée (plus de

50%) et un taux relativement faible de l'indice de GINI dans le pays. Ceci pourrait s'expliquer par la qualité des institutions et une gestion macroéconomique stable donnant la priorité au développement du capital humain et à une utilisation efficace des financements extérieurs axée sur les résultats. La seconde catégorie de pays regroupe les pays comme la Somalie, la Zambie, le Bénin, l'Ouganda, le Botswana, le Malawi, le Mali, le Mozambique et le Madagascar qui enregistrent un indice de Gini élevé alors que la part du commerce des services dans le PIB reste faible. La dernière catégorie concerne les autres pays en majorité en deçà de la ligne médiane dont les inégalités de revenus sont moindres, aussi ces pays enregistrent une proportion faible du commerce des services dans le PIB. Il s'avère nécessaire pour les pays africains de repenser leurs politiques commerciales en les orientant plus vers le commerce des services, un secteur pourvoyeur d'emplois à l'aune de la mondialisation des échanges.

Le tableau 2 présente les résultats des régressions par la méthode des LSDVC avec l'indice de GINI comme variable dépendante. Globalement, nos coefficients présentent les signes escomptés et sont significatifs. Tous les modèles du tableau 2 montrent que les effets du commerce des services sur les inégalités du revenu sont négatifs et significatifs au seuil de 1%. En d'autres termes, toute augmentation du

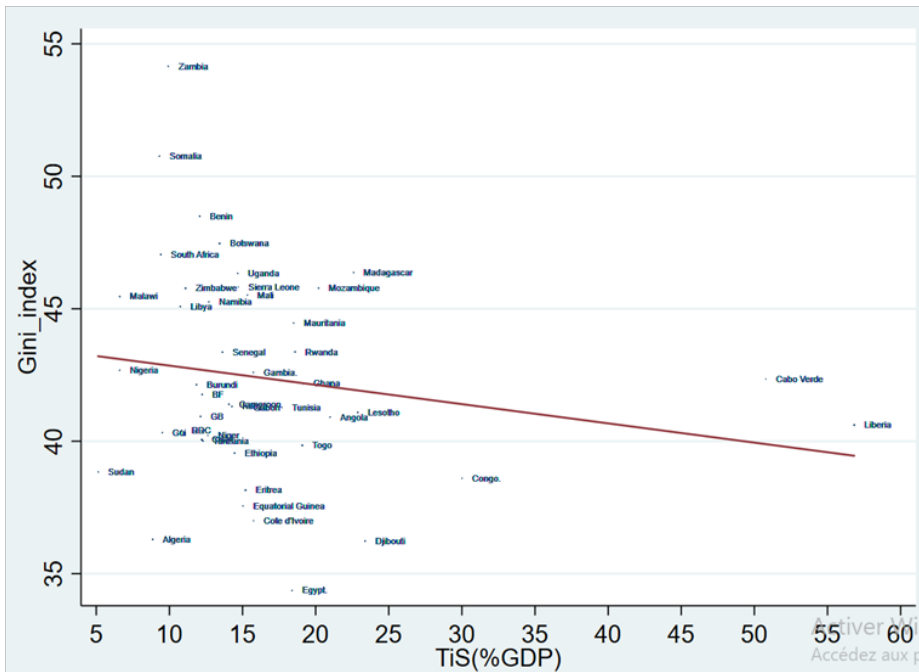


Figure 2. Relation commerce des services et inégalités de revenu

Source : élaboration propre des auteurs.

volume du commerce des services, rapporté au PIB, contribue à une réduction des inégalités de revenus en Afrique. Ces constats viennent renforcer les conclusions de la figure précédente et valide le dernier canal de transmission décrit dans la revue de la littérature (l'augmentation des exportations de services conduit à une augmentation du niveau de la croissance dans l'économie, ce qui entraîne une réduction des inégalités de revenus). Ce résultat est conforme aux conclusions de Gourdon et al. (2008) qui montrent qu'une plus grande ouverture au commerce est associée à une augmentation des revenus de la classe supérieure dans les pays dotés de travailleurs hautement qualifiés et de capitaux.

En considérant le second modèle, on constate que les investissements dans les infrastructures routières réduisent les inégalités de revenus. En outre, plus les populations ont accès aux infrastructures de bases comme l'électricité, plus les inégalités se réduisent en Afrique. Ces résultats viennent confirmer le premier canal de transmission relatif aux infrastructures. Ces résultats confirment également les travaux de Cassette et al. (2012) qui examinent la relation à court et à long terme entre le commerce international des services et les inégalités de revenus. Les investissements dans les infrastructures connexes sont très importants pour favoriser le rôle du commerce des services dans la croissance et la réduction des inégalités. C'est d'ailleurs pour palier cela que la CNUCED consacre ses rapports les plus récents à proposer des moyens permettant de libérer le potentiel du secteur des services en vue de favoriser la croissance et la transformation de l'Afrique (UNCTAD, 2015).

Le modèle 3 fait ressortir la variable d'interaction entre le commerce de services et le taux de pénétration internet en Afrique. Lorsque cette variable est incluse dans le modèle, on constate que l'impact qu'a le commerce des services sur la réduction des inégalités de revenus augmente encore de manière significative. D'autres résultats intéressants sont également obtenus dans ce modèle. On constate que l'interaction du commerce des services et le taux de pénétration internet impacte positivement mais non significativement les inégalités de revenus en Afrique. Ceci vient confirmer le troisième canal relatif à la main d'œuvre. En partant du constat que le commerce des services en Afrique est tiré par le mode 3, la présence commerce, avec l'afflux des investissements directs étrangers (Wonyra & Efogo, 2020), ces derniers sont généralement pourvoyeur d'emplois et donc procurent des sources de revenu aux ressortissants des pays qui reçoivent ces investissements. Par ailleurs, il est important de souligner que l'utilisation des services de télécommunications facilite l'environnement des affaires grâce à la digitalisation des économies et de moyens de production. Aussi faut-il souligner que l'ouverture des marchés de télécommunications en Afrique au début des années 2000 a favorisé le développement de nouveaux métiers notamment les services aux entreprises, le tourisme, les services de réparations et les activités liées aux technologies de l'information et de la communication. Dans la plupart des travaux qui déclinent la vision de l'émergence dans les pays africains, l'accroissement du commerce international et la promotion

des exportations occupent une place de prédilection. Un certain nombre de travaux prescrivent aux pays africains de mettre l'accent sur les services commercialisables et créateurs de valeur ajoutée tels que le tourisme (UNCTAD, 2015).

Toutefois, il semble évident que l'Afrique n'exploite que très peu le potentiel de ce secteur d'activités. Précisément, la dynamique de l'expansion de ce secteur n'est pas stable. Les exportations de services, en valeur nominale, ont progressé de 9% par an en moyenne entre 2005 et 2009, tandis que les importations ont augmenté au rythme de 17%. En 2011 et 2012, la croissance des exportations et des importations de services a ralenti, passant respectivement à 4% et 12% par

Tableau 2. Résultats de la régression par la méthode des LSDVC

Variables	(1)	(2)	(3)
Ln (Indice de Gini retardé)	-0,237*** (0,0526)	-0,250*** (0,00488)	-0,239*** (0,0526)
Ln (Commerce des services en % du PIB)	-0,0671*** (0,00938)	-0,0621*** (0,0161)	-0,0897*** (0,0135)
Ln (PIB réel par habitant)		-0,0208 (0,0167)	-0,0185 (0,0510)
Ln (Dépenses de santé en % du PIB)		0,0147*** (0,00303)	0,0130*** (0,000196)
Ln (Proportion de la population ayant accès à l'électricité)		-0,0207 (0,0207)	-0,0193 (0,0119)
Ln (Infrastructure de transport, rails)		-0,0347*** (0,00674)	-0,0354*** (0,00516)
Efficacité gouvernementale		0,0323 (0,0260)	0,0341 (0,0299)
Contrôle de la corruption		-0,00287 (0,0370)	-0,00428 (0,0400)
Ln (aide publique au développement)		-0,0179*** (0,00172)	-0,0133*** (0,00463)
Ln (% de la population utilisant internet)		0,0217 (0,0305)	
Ln (Souscription au téléphone mobile)		0,00292 (0,0360)	
Ln (Dépenses d'éducation)			-0,0362 (0,0269)
Ln (Commerce des services*Utilisation d'internet)			0,0205 (0,0342)
Observations	414	413	413
Number of id	46	46	46

Note : Écart type entre parenthèses, *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : estimation propre des auteurs.

an. Ce ralentissement peut s'expliquer par une faible libéralisation dans le secteur des services, conformément aux résultats de certains travaux qui démontrent que plus un pays a une réglementation restrictive moins il importe et moins il exporte (Andrenelli et al., 2018). Cela peut aussi être expliqué par le manque de compétitivité et le sous-développement du secteur formel des services. Pour réduire les inégalités par le canal de la promotion du commerce des services, il faudra agir les indicateurs de compétitivité du secteur des services notamment la flexibilité de la réglementation afin d'attirer plus d'investissements, l'amélioration du capital humain à travers les investissements dans l'éducation et dans la santé afin de rendre disponible la main-d'œuvre de qualité.

Conclusion

Dans cet article, nous avons étudié l'effet du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. Les questions de répartition des revenus sont au cœur des débats dans les questions de développement dans le monde entier depuis quelques décennies. Dans le même temps, on constate un accroissement des échanges commerciaux en général et des services en particulier avec l'avènement de la révolution technologique. Les analyses empiriques du lien entre le commerce et les inégalités de revenus deviennent particulièrement difficiles en raison de la nature endogène du commerce. Ce problème a été abordé dans le présent article en estimant la relation entre l'indice d'inégalité de Gini des pays africains et les commerce des services. Les résultats issus des estimations indiquent une relation inverse, robuste et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenu en Afrique. Une plus grande participation au commerce international des services réduit les inégalités dans la répartition intra-nationale des revenus. La forte relation négative entre le commerce des services et les inégalités ne peut être attribuée au fait que les pays ayant un indice de Gini faible s'engagent plus dans le commerce des services. Enfin, la croissance fournit un canal par lequel le commerce réduit les inégalités en augmentant à la fois le revenu initial et la croissance ultérieure.

Au vue de tout ce qui précède, les décideurs politiques et économiques doivent mettre en œuvre des politiques appropriées pour faire face aux problèmes mentionnés ci-dessus. Plus précisément, les décideurs devraient promouvoir le développement des ressources humaines qui améliorerait la qualité de la main-d'œuvre en offrant une éducation et une formation de qualité. Compte tenu de la tendance actuelle de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les pays en développement, une augmentation de l'offre de main-d'œuvre qualifiée réduirait les inégalités de revenu. Soulignons également l'importance du bon fonctionnement et de la flexibilité du marché du travail, où les travailleurs ayant de

meilleures compétences peuvent trouver et obtenir des emplois appropriés. Il est important de noter que les politiques publiques africaines doivent mettre l'accent sur une politique de redistribution des revenus afin de parvenir à une croissance équilibrée. Enfin, dans le cadre des politiques commerciales tant au niveau national, sous régionale, continental qu'au niveau du système commercial multilatéral, les pays africains doivent favoriser le développement de l'industrie des services en rendant plus flexibles leur réglementation et mettre un accent particulier sur la présence commerce (mode 3) notamment l'attractivité des investissements directs étrangers en améliorant l'environnement réglementaire des affaires. Cependant, les analyses faites pourraient être améliorées davantage en différenciant les résultats selon les différentes régions de l'Afrique compte tenu de l'échantillon. Enfin, les effets du commerce des services sur les inégalités des revenus entre les pays ne sont pas pris en compte dans cette recherche. Les études futures peuvent les explorer en mettant en lumière des potentialités de développement du commerce des services intra africain avec l'opérationnalisation de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf) depuis le 1er janvier 2021.

References

- Ahuja, R. (2015). Trade in services and income inequality in developing economies. *Journal of Business Thought*, 6, 111–122.
- Ametoglo, M. E. S., Guo, P., & Wonyra, K. O. (2018). Regional integration and income inequality in ECOWAS zone. *Journal of Economic Integration*, 33(3), 604–627.
- Amoranto, G., Brooks, D., & Chun, N. (2010). *Services liberalization and wage inequality in the Philippines*. ADB Economics Working Paper, 239. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28432/economics-wp239.pdf>
- Anderson, E. (2020). The impact of trade liberalization on poverty and inequality: Evidence from CGE models. *Journal of Policy Modeling*, 42(6), 1208–1227.
- Andrenelli, A., Cadestin, C., De Backer, K., Miroudot, S., Rigo, D., Ye, M. (2018). *Multinational production and trade in services*. OECD Trade Policy Papers, 212. OCDE Publishing.
- Arabiyat, T. S., Mdanat, M., & Samawi, G. (2020). Trade openness, inclusive growth, and inequality: Evidence from Jordan. *The Journal of Developing Areas*, 54(1).
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Arellano, M., & Bover, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29–51.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Bruno, G. S. (2005). Estimation and inference in dynamic unbalanced panel-data models with a small number of individuals. *The Stata Journal*, 5(4), 473–500.

- Bumann, S., & Lensink, R. (2016). Capital account liberalization and income inequality. *Journal of International Money and Finance*, 61, 143–162.
- Bun, M. J., & Kiviet, J. F. (2003). On the diminishing returns of higher-order terms in asymptotic expansions of bias. *Economics Letters*, 79(2), 145–152. [https://doi.org/10.1016/S0165-1765\(02\)00299-9](https://doi.org/10.1016/S0165-1765(02)00299-9)
- Cassette, A., Fleury, N., & Petit, S. (2012). Income inequalities and international trade in goods and services: Short-and long-run evidence. *The International Trade Journal*, 26(3), 223–254.
- Chao, C. C., Ee, M. S., Nguyen, X., & Yu, E. S. (2019). Trade liberalization, firm entry, and income inequality. *Review of International Economics*, 27(4), 1021–1039.
- Cheong, J., & Jung, S. (2020). Trade liberalization and wage inequality: Evidence from Korea. *Journal of Asian Economics*, 72, 101264.
- Chinn, M. D., & Ito, H. (2008). A new measure of financial openness. *Journal of Comparative Policy Analysis*, 10(3), 309–322.
- Dabla-Norris, M. E., Kochhar, M. K., Suphaphiphat, M. N., Ricka, M. F., & Tsounta, E. (2015). *Causes and consequences of income inequality: A global perspective*. International Monetary Fund.
- D'Elia, E., & De Santis, R. (2019, October). *Growth divergence and income inequality in OECD countries: The role of trade and financial openness*. LEQS Paper, 148.
- Dorn, D., & Levell, P. (2021). *Trade and inequality in Europe and the US*. CEPR Discussion Paper, DP16780. <https://papers.ssrn.com/abstract=4026645>
- Elucidation, A. S., Patnayak, M. B., Saha, T., Saha, A., & Sunil, C. (2022). Trade in service and income inequality. *Transforming Our World Together towards Sustainable Development*, 152.
- Feenstra, R. C., & Hanson, G. H. (1996). *Globalization, outsourcing, and wage inequality*. NBER Working Paper, 5424. <https://www.nber.org/papers/w5424>
- Fu, X., Wang, T., & Yang, H. (2023). Does service trade liberalization promote service productivity? Evidence from China. *Sustainability*, 15(8), 6440. <https://doi.org/10.3390/su15086440>
- Furceri, D., Jalles, J. T., & Loungani, P. (2015). Fiscal consolidation and inequality in advanced economies: How robust is the link? In B. Clements, R. Mooij, S. Gupta & M. Keen (Eds.), *Inequality and fiscal policy* (pp. 141–158). International Monetary Fund.
- Galiano, A., & Romero, J. G. (2018). Brain drain and income distribution. *Journal of Economics*, 124, 243–267.
- Goldberg, P., & Pavcnik, N. (2007). Distributional effects of globalization in developing countries. *Journal of Economic Literature*, 45(1), 39–82.
- Gourdon, J., Maystre, N., & De Melo, J. (2008). Openness, inequality and poverty: Endowments matter. *Journal of International Trade and Economic Development*, 17(3), 343–378.
- Harrison, A., McLaren, J., & McMillan, M. (2011). Recent perspectives on trade and inequality. *Annual Review of Economics*, 3, 261–289. <https://doi.org/10.1146/annurev.economics.102308.124451>
- Hartmann, D., Bezerra, M., Lodolo, B., & Pinheiro, F. L. (2020). International trade, development traps, and the core-periphery structure of income inequality. *Economia*, 21(2), 255–278.
- Hill, T. P. (1977). On goods and services. *Review of Income and Wealth*, 23(4), 315–338.

- Hoekman, B., & Mattoo, A. (2008). *Services trade and growth*. World Bank Policy Research Working Paper, 4461.
- Irwin, D. A. (2024). Does trade reform promote economic growth ? A review of recent evidence. *The World Bank Research Observer*. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkae003>
- Jaumotte, F., Lall, S., & Papageorgiou, C. (2013). Rising income inequality: Technology, or trade and financial globalization & quest. *IMF Economic Review*, 61(2), 271–309.
- Katz, L. F., & Murphy, K. M. (1992). Changes in relative wages, 1963–1987: Supply and demand factors. *The Quarterly Journal of Economics*, 107(1), 35–78.
- Kiviet, J. F. (1995). On bias, inconsistency, and efficiency of various estimators in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 53–78.
- Kunawotor, M. E., Bokpin, G. A., & Barnor, C. (2020). Drivers of income inequality in Africa: Does institutional quality matter? *African Development Review*, 32(4), 718–729.
- Lanz, R., & Maurer, A. (2015). Services and global value chains: Servicification of manufacturing and services networks. *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, 6(3), 1550014.
- Lassmann, A. (2020). *Services trade and labour market outcomes*. OECD Trade Policy Papers. <https://doi.org/10.1787/18166873>
- Lawrence, R. Z., Slaughter, M. J., Hall, R. E., Davis, S. J., & Topel, R. H. (1993). International trade and American wages in the 1980s: Giant sucking sound or small hiccup? *Brookings Papers on Economic Activity*, 24(2), 161–226.
- Lim, G. C., & McNelis, P. D. (2016). Income growth and inequality: The threshold effects of trade and financial openness. *Economic Modelling*, 58, 403–412.
- Lin, F., & Fu, D. (2016). Trade, institution quality and income inequality. *World Development*, 77, 129–142.
- Mehta, A., & Hasan, R. (2012). The effects of trade and services liberalization on wage inequality in India. *International Review of Economics & Finance*, 23, 75–90.
- Melvin, J. R. (1989). Trade in producer services: A Heckscher-Ohlin approach. *Journal of Political Economy*, 97(5), 1180–1196.
- Meschi, E., & Vivarelli, M. (2009). Trade and income inequality in developing countries. *World Development*, 37(2), 287–302.
- Miroudot, S., Lanz, R., & Ragoussis, A. (2009). Trade in intermediate goods and services. OCDE.
- Mon, Y. Y., & Kakinaka, M. (2020). Regional trade agreements and income inequality: Are there any differences between bilateral and plurilateral agreements? *Economic Analysis and Policy*, 67, 136–153.
- Mountford, A., & Rapoport, H. (2011). The brain drain and the world distribution of income. *Journal of Development Economics*, 95(1), 4–17.
- Nath, H. K., & Liu, L. (2017). Information and communications technology (ICT) and services trade. *Information Economics and Policy*, 41, 81–87.
- OECD. (2004). *Potential offshoring of ICT-intensive using occupations*. Directorate for Science, Technology and Industry. Committee for Information, Computer and Communications Policy.
- Rabaud, I. (2014). Gains à l'échange de services pour les pays africains: mythe ou réalité? *Revue Française d'Économie*, 29(2), 103–142.

- Roodman, D. (2009). How to do xtabond2: An introduction to difference and system GMM in Stata. *The Stata Journal*, 9(1), 86–136.
- Rodrik, D. (2021). *A primer on trade and inequality*. NBER Working Paper, 29507. <https://doi.org/10.3386/w29507>
- Roser, M., & Cuaresma, J. C. (2016). Why is income inequality increasing in the developed world? *Review of Income and Wealth*, 62(1), 1–27.
- Steenland, E., Leer, J., van Houwelingen, H., Post, W. J., van den Hout, W. B., Kiviet, J., de Haes, H., Martijn, H., Oei, B., Vonk, E., van der Steen-Banasik, E., Wiggenraad, R. G., Hoogenhout, J., Warlam-Rodenhuis, C., van Tienhoven, G., Wanders, R., Pomp, J., van Reijn, M., van Mierlo, I., & Rutten, E. (1999). The effect of a single fraction compared to multiple fractions on painful bone metastases: A global analysis of the Dutch Bone Metastasis Study. *Radiotherapy and Oncology*, 52(2), 101–109.
- Stern, R. M., & Hoekman, B. M. (1987). Issues and data needs for GATT negotiations on services. *The World Economy*, 10(1), 39–60.
- Topalova, P. (2005). Trade liberalization, poverty and inequality: Evidence from Indian districts. In A. Harrison (Ed.), *Globalization and poverty* (pp. 291–336). University of Chicago Press. <https://www.nber.org/system/files/chapters/c0110/c0110.pdf>
- UNCTAD. (2004). *The World Investment Report 2004: The shift towards services*. United Nations.
- UNCTAD. (2015). *Unlocking the potential of Africa's services trade for growth and development*. Economic Development in Africa. Report 2015. Geneva.
- Wonyra, K. O., & Efogo, F. O. (2020). Investissements directs étrangers et commerce des services en Afrique subsaharienne. *Mondes en développement*, (1), 125–141.

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser via le système électronique <https://journals.ue.poznan.pl/rielf/user/register>

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <https://journals.ue.poznan.pl/rielf> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

